

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule Environnement SUD

Perpignan, le 31/01/2023

2 rue Jean Richepin - BP 60079 - 66050 Perpignan Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SABATE ET BOUTAN VALORISATION SARL**

Parc Ducup - Route de Prades  
66000 PERPIGNAN

Références : 2023 – 017 – PR/EX  
Code AIOT : 0006604881

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2023 dans l'établissement SABATE ET BOUTAN VALORISATION SARL implanté Parc Ducup - Rue de Madrid 66000 PERPIGNAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de:

- la requête de M. le maire de Perpignan en date du 27/06/2022 et du recours gracieux des riverains en date du 22/06/2022, à l'encontre de la société Sabate Boutan Valorisation et concernant son centre de tri et de traitement de déchets située dans la zone économique St Charles à Perpignan;
- de l'arrêté préfectoral du 10/11/2022 mettant en demeure la société Sabate Boutan Valorisation de respecter les prescriptions applicables.

L'inspection a pour objet de vérifier la bonne application de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/11/2022 et de faire le point sur le traitement de la plainte.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SABATE ET BOUTAN VALORISATION SARL
- Parc Ducup - Rue de Madrid 66000 PERPIGNAN
- Code AIOT : 0006604881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Historiquement, l'établissement Sabate Boutan, qui a été créé en 2010, exploite une activité de tri de déchets en mélange. En 2013 ont été séparées les branches transport de bennes et tri de déchets en deux entités : respectivement « Sabate Boutan Transport » et « Sabate Boutan Valorisation ». Cette dernière (SBV) mène sur son site, une activité de tri des déchets non dangereux des entreprises, avant expédition vers les filières de valorisation. SBV dispose à ce titre, depuis 2010 d'un récépissé de déclaration au titre des ICPE pour les rubriques 2714 et 2716 permettant de couvrir les différents flux de déchets en transit et depuis 2013 un récépissé de déclaration relatif à la rubrique

2791 pour la réalisation d'une activité de broyage de bois. Enfin, SBV a été autorisée par arrêté préfectoral n°2022056-0001 du 25/02/2022 à développer sous le régime de l'autorisation, l'activité de traitement des déchets non-dangereux (rubrique 2791) par broyage et sous le régime de l'enregistrement, les activités de collecte et tri / transit / regroupement (rubriques 2710, 2714, 2716) des déchets non-dangereux.

A noter que le secteur économique de « Saint-Charles », constitué par des entrepôts frigorifiques et activités de fret routier et ferroviaire, se situe à proximité immédiate de la zone résidentielle dite du « Parc Ducup ». L'établissement SBV est directement riveraine du lotissement « les résidences du Parc Ducup » dont le permis d'aménager est autorisé en décembre 2011 avec la construction de logements en 2015. Seule la rue de Madrid sépare la zone économique de la zone résidentielle, créant un conflit de voisinage.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- ➔ dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2022 mettant en demeure la société Sabate Boutan Valorisation de respecter les prescriptions applicables.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

1. « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
2. « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
3. « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

En réponse aux prescriptions des articles 1 et 2 de l'arrêté de mise en demeure du 10/11/2022, la société Sabaté Boutan Valorisation a transmis un second rapport du bureau Serial Acoustique en date du 15/12/2022, justifiant de la conformité des émissions sonores.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                             |
|----|---|---|
| 1  | Mise en demeure - respect de prescription applicable                        | AP de Mise en Demeure du 10/11/2022, article 1 et 2 |
| 2  | Recollement des écarts de la visite du 20/09/2022 - HAUTEUR DES STOCKS      | Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.5.    |
| 3  | Recollement des écarts de la visite du 20/09/2022 - SEUIL DE CLASSEMENT IED | Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.1.    |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Concernant le résultat de la visite, aucun fait « non-conforme » ou « susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives » ont été relevés.

Toutefois, une observation de la part de l'inspection permettrait de confirmer l'engagement relatif à la bonne exploitation du broyeur.

### **2-4) Fiches de constats**

|  |
|--|
| <b>N° 1 : Mise en demeure - respect de prescription applicable</b>   |
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/11/2022, article 1 et 2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>article 1:<br/>La société Sabate &amp; Boutan Valorisation dont le siège social est situé zone Saint-Charles, rue de Madrid de la commune Perpignan, pour ses installations situées sur la même adresse, est mise en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions applicables et notamment de corriger la non-conformité relevée dans la fiche de constat n°9 annexée au présent arrêté, dans les délais fixés ci-après et comptés à la date de la notification du présent arrêté.<br/>Fiche de constat n°9 (article 9.1.3 de l'arrêté Préfectoral du 25/02/2022) délai de 3 mois.</p> <p>article 2:<br/>La société Sabate &amp; Boutan Valorisation doit fournir, dans les délais fixés à l'article 1 du présent arrêté, un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives. Ce document comprendra notamment la fiche de constat annexée au présent arrêté dûment renseignée.<br/>En application de l'article 9.1.3 de l'arrêté Préfectoral du 25/02/2022, la société SBV doit transmettre, une nouvelle mesure des émissions sonores justifiant que les activités des installations n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/02/2022, dans les zones à émergence réglementée.<br/>Le rapport de mesure de bruit doit être accompagné d'une présentation des dispositions suffisamment efficaces, mises en place pour revenir au seuil d'émission de bruit réglementaire en zone à émergence réglementée.</p>  |
| <p><b>Constats :</b> En réponse à la mise en demeure du 10/11/2022, la société SBV a transmis un second rapport du bureau Serial Acoustique en date du 15/12/2022, justifiant de la conformité des émissions sonores.</p> <p>Pour rappel, un premier rapport de mesure acoustique du 15/09/2022 établi par ce même bureau d'étude, a conclu:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'aux points de mesure en limite de propriété (A,B,C,D,E), les valeurs réglementaires sont respectées.</li> <li>- qu'aux points de mesure en zone à émergence réglementée (1 et 2), les valeurs réglementaires sont dépassées lorsque le broyeur est en activité.</li> <li>- qu'au point de mesure en zone à émergence réglementée (3), les valeurs réglementaires sont respectées.</li> </ul> <p>Les valeurs réglementaires dépassées lorsque le broyeur est en activité, aux points 1 et 2, sont significatives avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Point 1 : 7,5 dB(A) mesuré pour 5 dB(A) réglementaire</li> <li>- Point 2 : 9 dB(A) mesuré pour 5 dB(A) réglementaire</li> </ul> <p>L'exploitant a immédiatement réagi en proposant de positionner le broyeur au plus près du mur coupe bruit et de procéder à une mesure complémentaire. Le nouveau rapport indique que plusieurs positions de la broyeuse ont été testées afin de trouver l'emplacement ayant le moins d'impact sonore au droit des zones sensibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Position 0 : il s'agit de l'emplacement habituellement utilisé par l'entreprise, à une distance assez importante du dispositif de protection ;</li> <li>• Position 1 : la broyeuse est plus proche du dispositif de protection, placé parallèlement à ce dernier ;</li> <li>• Position 2 : la broyeuse est placée à la perpendiculaire au dispositif de protection, accolé à celui-ci.</li> </ul> <p>Le rapport justifie de la conformité des émissions sonores de l'exploitation. D'une manière générale, les aménagements complémentaires réalisés par SBV permettent d'améliorer de manière significative la situation actuelle avec une réduction globale du niveau sonore de la broyeuse de l'ordre de 4 à 5 dB(A) selon les points de mesures. L'étude souligne que la mesure la plus favorable est lorsque la broyeuse est dans la position 2.</p> |

Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à exploiter le broyeur uniquement dans la condition la plus favorable (position 2) et à le justifier en matérialisant au sol et sur le mur anti-bruit, l'emplacement du broyeur. Cette disposition s'accompagne d'une consigne d'exploitation.

Observation :

La société Sabaté Boutan Valorisation doit confirmer que l'exploitation du broyeur est réalisée lorsque ce dernier est stationné accolé et à la perpendiculaire du mur anti-bruit, en transmettant :

- la consigne d'exploitation associée ;
- le justificatif de la matérialisation au sol et sur le mur anti-bruit de l'emplacement du broyeur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

Réponse de l'exploitant:

**N° 2 : Recollement des écarts de la visite du 20/09/2022 - HAUTEUR DES STOCKS**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.5.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, stockages  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>De manière générale, un contrôle strict de la hauteur des stocks est assuré (pige, repère par rapport aux mégablocs).<br>[...]<br>Article 8.2.5.3. Zone de broyage<br>La hauteur du mur en mégablocs le long de la zone de transit-broyage est de 4 m de haut. Le cloisonnement latéral est érigé afin de limiter les prises au vent.<br>La hauteur des stocks de bois est limité à 3 m maximum, soit 1 m sous la hauteur du mur mégablocs.<br>[...]<br><br>Conformité à justifier :<br>La société SBV doit mettre en place un repère de hauteur maximal des stocks (limité à 3 m) aisément contrôlable par les opérateurs, le responsable de l'établissement et l'inspection des installations classées.<br>En cas de prise au vent des andains, la hauteur de cloisonnement latéral devra être renforcée. |
| <b>Constats :</b> En réponse au rapport de visite d'inspection du 20/09/2022, l'exploitant a transmis les éléments justifiant la pose de piges (affichage de repères sur les mégablocs) matérialisant la hauteur des stockages.<br>Le contrôle sur site permet de confirmer la mise en place et le respect de cette disposition.<br>A noter que la hauteur de cloisonnement latéral a été renforcée par la surélévation des mégablocs.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 3 : Recollement des écarts de la visite du 20/09/2022 - SEUIL DE CLASSEMENT IED**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.1.   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, registre de fonctionnement horaire du broyeur   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Afin de justifier que l'établissement ne relève pas de la rubrique 3532, l'exploitant consigne sur un registre le fonctionnement horaire quotidien du broyeur limité à 60 t/j, en lien avec le registre de gestion du bois de classe A.<br/> Ce registre sera fourni dans le rapport environnement annuel et sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Écart à corriger :<br/> La société SBV doit justifier de la consignation dans le registre du broyeur, du fonctionnement horaire quotidien du broyeur limité à 60 t/j (soit 3 heures maximum par jour pour le broyeur de capacité 20 t/h), en lien avec le registre de gestion du bois de classe A.</p> <p>Observation :<br/> Le registre du broyeur peut être complété par les informations suivantes :<br/> - date de mise en œuvre de l'arrosage ;<br/> - date des opérations de broyage interrompues en période de vent marin portant les poussières vers les zones résidentielles ou lors de période de grand vent.</p> <p><b>Constats :</b> En réponse au rapport de visite d'inspection du 20/09/2022, l'exploitant a transmis les éléments justifiant la mise en place d'un registre affecté au broyeur, dans lequel sont consignés:<br/> - le relevé du compteur horaire du broyeur;<br/> - la matière broyée (bois de classe A ou B);<br/> - les conditions météorologiques.</p> <p>L'exploitant a présenté en séance le registre du broyeur scrupuleusement renseigné. La lecture du document informe que le broyage est réalisé le matin.<br/> Le contrôle inopiné sur site a permis de constater l'absence d'activité de broyage en ce jour de vent.<br/> Enfin, l'exploitant a présenté le bon de passage de la société CMB, justifiant le balayage et l'aspiration des poussières le jour même de 8h à 9h.</p> <p>A noter que malgré le contexte de la crise de l'énergie, le volume de bois traité reste constant. Les stockages (entrants / sortants) sont réalisés à flux tendus.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |